

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions et complétée par les lois 82-623 du 22 juillet 1982 et 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 à L. 2213.06 relatifs aux pouvoirs de police et de la circulation des Maires ;
- VU le Code de la Route 1^{ère} et 2^{ème} partie et notamment l'article R411-8 définissant les pouvoirs de police des Maires ;
- VU le Code de la voirie routière ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifié ;
- VU la demande présentée par Monsieur DE SOUSA Antonio, représentant l'entreprise AEL - 46, Le Monteil - 23000 SAINT SULPICE LE GUERETOIS, à l'effet d'obtenir l'autorisation de réglementer la circulation Rue de Malherbaud, en vue de procéder à l'ouverture d'une tranchée pour effectuer la pose d'un câble souterrain, du lundi 05 mars 2018 à 8 h 00 au vendredi 06 avril 2018 à 17 h 00.

CONSIDERANT que ces travaux ne doivent pas porter atteinte à la sécurité de la voie publique et qu'ils nécessitent la mise en place d'une réglementation de la circulation.

ARRETE

- Article 1** Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :
- Article 2:** Pendant la durée du chantier, le stationnement sera interdit au droit des travaux et la chaussée sera rétrécie (panneau B18 et C15), du lundi 05 mars 2018 à 8 h 00 au vendredi 06 avril 2018 à 17 h 00. Une signalisation devra être mise en place Avenue Mermoz de part et d'autre de l'intersection avec la Rue de Malherbaud.
- Article 3:** Toutes les signalisations et pré-signalisations réglementaires seront mises en place par le demandeur et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur. L'Entreprise veillera également à laisser un accès aux Services de secours sur l'espace occupé par les travaux. L'entreprise devra prendre toutes mesures de sécurité tendant à prévenir tout accident pouvant résulter des travaux.
- Article 4 :** Monsieur le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de LA SOUTERRAINE, le vingt février deux mille dix-huit.

Destinataires :

- Monsieur Le Maire de La Souterraine,
- Monsieur Le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie de La Souterraine,
- Monsieur L'Adjudant-Chef commandant du Centre de Secours,
- Monsieur DE SOUSA Antonio, représentant AEL.

Le Maire,



Jean-François MUGUAY